



DOLLARAMA INC.
RAPPORT DE GESTION
Premier trimestre clos le 3 mai 2015

Le 10 juin 2015

Le présent rapport de gestion, daté du 10 juin 2015, vise à aider le lecteur à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le premier trimestre clos le 3 mai 2015. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le premier trimestre clos le 3 mai 2015 et avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société et les notes annexes pour l'exercice 2015 (selon les définitions ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 3 mai 2015 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). L'information sur les nombres d'actions ordinaires en circulation et d'options d'achat d'actions ordinaires en cours ainsi que sur le résultat par action présentée dans le présent rapport de gestion pour la période de 13 semaines close le 4 mai 2014 a été retraitée rétrospectivement pour tenir compte du fractionnement des actions à raison de deux pour une sous forme de dividende en actions déclaré le 10 septembre 2014 et versé à la fermeture des bureaux le 17 novembre 2014 (le « fractionnement des actions »). Pour un supplément d'information, se reporter à la note 8 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 3 mai 2015.

La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter, et sa monnaie de fonctionnement et de présentation est le dollar canadien.

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2014 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2014, « exercice 2015 » désigne l'exercice de la Société clos le 1^{er} février 2015 et « exercice 2016 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 31 janvier 2016.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus proche du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés prospectifs que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- l'effet d'accroissement de valeur potentiel lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités;
- les hausses générales des frais d'administration et des frais d'occupation;
- la situation de trésorerie de la Société;
- les attentes relatives à une marge brute durable;
- les attentes à l'égard de nos frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins en pourcentage des ventes.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à notre disposition ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et que nous avons formulées à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, la conjoncture actuelle et l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs que nous croyons pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment, sans s'y limiter, les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du dernier rapport de gestion annuel de la Société et dans sa notice annuelle pour l'exercice 2015, tous deux disponibles sur SEDAR à www.sedar.com : augmentations futures des charges d'exploitation et du coût des marchandises, incapacité de maintenir une gamme de produits et de nous réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées, incapacité de maintenir notre image de marque et notre réputation, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de nos magasins, de nos entrepôts, de notre centre de distribution et de notre siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque de taux d'intérêt relatif à notre dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, conjoncture générale de l'économie, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologie de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles et perturbations géopolitiques, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, litiges et conformité sur les plans réglementaire et environnemental.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; le lecteur ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire nos attentes en date du 10 juin 2015, et nous n'avons pas l'intention et déclinons toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si nous y sommes tenus en vertu de la loi. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR

Le présent rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre de l'exercice 2016 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR utilisées par la Société sont les suivantes :

BAIIA	Représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements.
Marge du BAIIA	Représente le BAIIA divisé par les ventes.
Total de la dette	Représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires (le cas échéant).
Dette nette	Représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les mesures hors PCGR susmentionnées n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR. La direction a recours aux mesures hors PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels, pour évaluer notre capacité à prendre en charge le service futur de notre dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement, et pour évaluer la performance de la haute direction. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées trimestrielles » du présent rapport de gestion pour consulter un rapprochement des mesures hors PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

Les mesures hors PCGR, notamment le BAIIA et la marge du BAIIA, fournissent aux investisseurs une mesure supplémentaire de notre performance opérationnelle et mettent ainsi en évidence les tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. La direction a également recours au total de la dette et à la dette nette pour calculer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins de liquidités futurs et les ratios d'endettement de la Société. Nous croyons que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs.

Faits nouveaux

Émission de billets non garantis de premier rang à taux variable supplémentaires

Le 8 avril 2015, la Société a émis d'autres billets non garantis de premier rang à taux variable échéant le 16 mai 2017 d'un montant en capital total de 125,0 M\$ (les « billets à taux variable supplémentaires ») dans le cadre d'un placement privé réalisé en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux variable supplémentaires s'ajoutent aux billets non garantis de premier rang à taux variable d'un montant en capital total de 150,0 M\$ échéant le 16 mai 2017 et émis par la Société le 16 mai 2014 (les « billets à taux variable d'origine »).

Les billets à taux variable supplémentaires ont été émis à un escompte de 0,336 % par rapport à leur montant en capital total, pour un produit brut total de 124,6 M\$, et portent intérêt au même taux que les billets à taux variable d'origine. Toutes les autres modalités applicables aux billets à taux variable d'origine s'appliquent aux billets à taux variable supplémentaires, et ceux-ci sont réputés faire partie de la même série que les billets à taux variable d'origine (collectivement, les « billets à taux variable »). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la partie « Billets non garantis de premier rang » de la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 10 juin 2015, la Société a annoncé que son conseil d'administration (le « conseil d'administration ») avait approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et que la Société avait reçu l'autorisation de la Bourse de Toronto (« TSX ») de racheter aux fins d'annulation au plus 4 500 765 actions ordinaires, soit 3,5 % des 128 593 309 actions ordinaires émises et en circulation à la clôture des marchés le 9 juin 2015 (« l'offre de rachat de 2015-2016 »). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Offre publique de rachat dans le cours normal des activités ».

Aperçu

Nos activités

La Société, qui comptait 972 magasins Dollarama en activité au 3 mai 2015, est le plus important exploitant de magasins à un dollar du Canada, et le nombre de magasins de notre réseau est plus de quatre fois supérieur à celui de notre plus proche concurrent au Canada. Nous sommes le seul exploitant de magasins à un dollar dont la présence est significative à l'échelle du pays, et nous poursuivons notre expansion partout au Canada. Nos magasins ont une superficie moyenne de 9 910 pieds carrés, et ils proposent un éventail choisi de marchandises à prix attrayants, notamment des articles de marque maison et de marques nationales. Nous proposons une vaste gamme de biens de consommation et de marchandises générales d'usage courant de bonne qualité, de même que des produits saisonniers. Nos produits de qualité sont vendus soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 3,00 \$. Tous les magasins appartiennent à la Société et sont exploités par celle-ci, ce qui nous permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Pratiquement tous les magasins sont situés dans des endroits achalandés comme des galeries marchandes et des centres commerciaux, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

Notre stratégie consiste à faire progresser les ventes, le résultat net et les flux de trésorerie en tirant partie de notre position de premier exploitant de magasins à un dollar au Canada et en offrant un grand éventail d'articles attrayants d'usage courant à une large clientèle. Nous visons à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de nos activités.

Faits saillants du premier trimestre de l'exercice 2016

Comparativement au premier trimestre de l'exercice 2015 :

- les ventes ont augmenté de 13,0 % pour s'établir à 566,1 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont progressé de 6,9 %, en sus d'une augmentation de 3,3 % à l'exercice précédent;
- la marge brute¹⁾ s'est établie à 36,0 % des ventes, comparativement à 35,4 % des ventes;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 22,9 % pour s'établir à 105,9 M\$, soit 18,7 % des ventes, comparativement à 17,2 %;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 22,4 % et s'est chiffré à 94,8 M\$, soit 16,7 % des ventes, comparativement à 15,4 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 28,2 %, passant de 0,39 \$ à 0,50 \$²⁾.

Au premier trimestre de l'exercice 2016, la Société a ouvert un nombre net de 17 nouveaux magasins, comparativement à un nombre net de 25 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au premier trimestre de l'exercice 2016, la Société a racheté, aux fins d'annulation dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur, un total de 537 222 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 66,10 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 35,5 M\$. La direction s'attend à ce que, avec le temps, le rachat d'actions favorise l'accroissement de la valeur pour les actionnaires.

Éléments ayant une incidence sur nos résultats d'exploitation

Ventes

Nous constatons nos ventes au moment où le client paie sa marchandise et en prend possession. Toutes les ventes sont fermes. Nos ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.

Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, nous mettons l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

¹⁾ Le lecteur est prié de se reporter aux notes de la rubrique « Principales informations financières consolidées trimestrielles » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

²⁾ Le résultat par action ordinaire pour le premier trimestre de l'exercice 2015 tient compte de l'application rétrospective du fractionnement des actions. Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 3 mai 2015 pour plus d'informations à ce sujet.

Par le passé, nous avons enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel daté du 25 mars 2015 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse complète des risques associés au caractère saisonnier des ventes.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks de marchandises et les frais de transport (variables et proportionnels aux volumes de nos ventes), les frais d'occupation des magasins et les charges d'exploitation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats au moment où elles sont accordées. Ces ristournes sont comptabilisées en réduction du coût des marchandises achetées, ce qui a pour effet de réduire le coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Nous arrivons habituellement à réduire le coût des produits vendus en nous approvisionnant davantage auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour l'exercice 2015, nos achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 52 % de nos achats (51 % pour l'exercice 2014). Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous achetons aussi des produits provenant de plus de 25 pays différents.

Comme nous achetons des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la majeure partie de nos produits importés proviennent de Chine et sont payés en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est sensible aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et à celles du dollar américain par rapport au dollar canadien. Bien que nous concluions des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien généralement de 6 à 12 mois d'avance, nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Lorsque le prix du carburant fluctue, les frais de livraison et de transport augmentent ou diminuent, selon le cas, parce que les transporteurs répercutent généralement cette fluctuation sur les tarifs imposés aux usagers, cette répercussion n'étant habituellement pas visible aussi rapidement ni complète dans le cas d'une diminution. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments de carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs comparativement aux exercices précédents.

Les frais d'occupation se composent principalement des charges locatives de nos magasins, lesquelles ont généralement augmenté au Canada au fil des ans. Même si nous continuons de ressentir la pression à la hausse sur les loyers dans certains marchés où la demande pour des emplacements de choix est forte ou les taux d'occupation sont bas, la Société estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles. Habituellement, les baux sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute stable dans une fourchette de 36 % à 37 % sur une base annuelle qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation de la valeur pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels au volume de nos ventes, ainsi que des coûts de l'entretien des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen de nos employés des magasins soit plus élevé que le salaire minimum réglementaire, une augmentation de ce dernier pourrait avoir une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par un gain de productivité et une réduction de coûts. Nous prévoyons que les frais d'administration augmenteront à mesure que nous continuerons d'étendre notre infrastructure pour répondre aux besoins créés par la croissance de la Société.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

Nous exerçons nos activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. Nous livrons concurrence à d'autres magasins à un dollar, mais aussi et encore plus, aux magasins à prix modiques et à escompte, aux dépanneurs et aux grandes surfaces au Canada. Bon nombre d'entre eux exploitent des magasins dans les secteurs où nous sommes aussi présents et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. En outre, nous livrons concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements où installer nos magasins et pour attirer et conserver un personnel de qualité.

Nous prévoyons que certains facteurs, dont ceux décrits ci-après, mais sans s'y limiter, continueront d'exercer une pression sur l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités : le coût des marchandises, l'instabilité économique à l'échelle mondiale, le niveau d'endettement des consommateurs et leurs tendances d'achat, la conjoncture économique, les taux d'intérêt, les variations des taux de change, le prix du carburant, les coûts des services publics, les conditions météorologiques, la volatilité du marché, les préférences des consommateurs, le taux de chômage, le coût de la main-d'œuvre, l'inflation, les catastrophes, la concurrence et le coût de l'assurance. Un des facteurs qui influe à la fois sur le consommateur et sur l'entreprise est le cours du pétrole. Une hausse du cours du pétrole pourrait entraîner une réduction des dépenses des consommateurs et une augmentation des coûts liés au transport pour l'entreprise. Par ailleurs, un recul important et soutenu du cours du pétrole pourrait faire baisser le coût du transport, mais pourrait également avoir un effet négatif sur les dépenses des consommateurs du fait de pertes d'emplois dans certains secteurs.

Principales informations financières consolidées trimestrielles

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées trimestrielles au 3 mai 2015 et au 4 mai 2014 ont été tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes.

(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)

Données sur le résultat

	Périodes de 13 semaines closes les	
	3 mai 2015	4 mai 2014
	\$	\$
Ventes	566 070	501 141
Coût des produits vendus	362 280	323 646
Profit brut	203 790	177 495
Frais généraux	97 871	91 295
Dotation aux amortissements	11 151	8 785
Résultat d'exploitation	94 768	77 415
Coûts de financement nets	5 562	4 485
Résultat avant impôt	89 206	72 930
Charge d'impôt sur le résultat	24 426	19 706
Résultat net	64 780	53 224

Résultat net de base par action ordinaire ¹⁾	0,50 \$	0,39 \$
Résultat net dilué par action ordinaire ¹⁾	0,50 \$	0,39 \$

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période¹⁾ :

De base	129 569	136 720
Dilué	130 581	137 224

Autres données

Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	13,0 %	11,8 %
Croissance des ventes des magasins comparables ²⁾	6,9 %	3,3 %
Marge brute ³⁾	36,0 %	35,4 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ³⁾	17,3 %	18,2 %
BAIIA ⁴⁾	105 919	86 200
Marge d'exploitation ³⁾	16,7 %	15,4 %
Dépenses d'investissement	20 024	19 321
Nombre de magasins ⁵⁾	972	899
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁵⁾	9 910 \$	9 934 \$
Dividendes déclarés par action ordinaire ¹⁾	0,09 \$	0,08 \$

Données tirées de l'état de la situation financière

	Au	
	3 mai 2015	1 ^{er} février 2015
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	64 010	40 203
Stocks de marchandises	449 714	408 919
Immobilisations corporelles	299 191	290 632
Total de l'actif	1 752 930	1 700 838
Total des passifs non courants	858 196	744 866
Total de la dette ⁶⁾	687 151	568 846
Dette nette ⁷⁾	623 141	528 643

(en milliers de dollars)

	Périodes de 13 semaines closes les	
	3 mai 2015	4 mai 2014
	\$	\$
Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :		
Résultat d'exploitation	94 768	77 415
Ajouter la dotation aux amortissements	11 151	8 785
BAIIA	105 919	86 200
<i>Marge du BAIIA⁴⁾</i>	18,7 %	17,2 %

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	105 919	86 200
Coûts de financement nets (déduction faite de l'amortissement des frais d'émission de titres de créance)	(1 746)	(1 169)
Excédent des encaissements sur le montant comptabilisé relativement aux instruments financiers dérivés	10 658	555
Impôt exigible	(19 533)	(18 605)
Incitatifs à la location différés	1 272	863
Allocations reçues du propriétaire différées	2 986	2 122
Comptabilisation des allocations reçues du propriétaire différées et des frais de location différés	(947)	(821)
Rémunération fondée sur des actions	1 565	1 317
Perte (profit) sur la sortie d'actifs	174	(72)
	<u>100 348</u>	<u>70 390</u>
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, avant l'incidence des intérêts et de l'impôt	(56 681)	(20 713)
Intérêts payés	(528)	(689)
Impôt sur le résultat payé	(42 627)	(30 631)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	512	18 357

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

(en milliers de dollars)

	3 mai 2015	1^{er} février 2015
	\$	\$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt à un taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points de base, payable trimestriellement, échéant le 16 mai 2017 (les « billets à taux variable »)	274 834	150 000
Billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux annuel fixe de 3,095 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 5 novembre 2018 (les « billets à taux fixe »)	400 000	400 000
Facilité de crédit renouvelable non garantie échéant le 13 décembre 2019 (la « facilité de crédit »)	5 000	15 000
Intérêt à payer au titre de la partie courante de la dette à long terme	7 317	3 846
Total de la dette	687 151	568 846

Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

Total de la dette	687 151	568 846
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(64 010)	(40 203)
Dette nette	623 141	528 643

- 1) Les montants par action au 4 mai 2014 et les nombres d'actions ordinaires en circulation au premier trimestre de l'exercice 2015 tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement des actions. Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 3 mai 2015 pour plus d'information à ce sujet.
- 2) La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins ouverts depuis au moins 13 mois d'exercice complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.
- 3) La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes.
- 4) Le BAIIA, une mesure hors PCGR, représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes.
- 5) À la clôture de la période.
- 6) Le total de la dette, une mesure hors PCGR, représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires (le cas échéant).
- 7) La dette nette, une mesure hors PCGR, représente le total de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du premier trimestre de l'exercice 2016

Suit un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de l'exercice 2016 comparativement au premier trimestre de l'exercice 2015.

Ventes

Les ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2016 ont augmenté de 13,0 % pour s'établir à 566,1 M\$ par rapport à 501,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des ventes s'explique : i) par l'augmentation du nombre de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 899 le 4 mai 2014 à 972 le 3 mai 2015 et ii) par la croissance interne continue des ventes attribuable à la hausse de 6,9 % des ventes des magasins comparables, en sus de la hausse de 3,3 % des ventes des magasins comparables au premier trimestre de l'exercice 2015.

La hausse des ventes des magasins comparables pour le premier trimestre de l'exercice 2016 est attribuable à une augmentation de 5,9 % du montant moyen des transactions et à une hausse de 1,0 % du nombre de transactions. Nos nouveaux magasins, qui ne sont pas encore des magasins comparables, atteignent en moyenne des ventes annuelles de plus de 2,1 M\$ au cours des deux premières années d'activités, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Pour ce trimestre, 73,2 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,00 \$, comparativement à 62,3 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux de pénétration des cartes de débit a aussi augmenté, 46 % des ventes ayant été réglées par cartes de débit contre 42 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 36,0 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2016, comparativement à 35,4 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une légère hausse des marges sur les produits, à l'effet d'échelle positif de l'augmentation des ventes des magasins comparables et à des frais de logistique moins élevés en pourcentage des ventes par suite des mesures d'amélioration opérationnelle. Dans l'ensemble, la marge brute demeure conforme aux attentes de la direction, qui continue de s'efforcer de maintenir une offre de produits attrayante pour sa clientèle. Nous réinvestissons continuellement dans notre proposition de valeur aux clients et nous ciblons une marge se situant entre 36 % et 37 % pour l'exercice 2016 afin de stimuler une croissance des ventes continue.

Frais généraux

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2016 se sont élevés à 97,9 M\$, une augmentation de 7,2 % par rapport à 91,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Cette hausse résulte principalement de la croissance soutenue du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2016 ont représenté 17,3 % des ventes, une amélioration de 0,9 % comparativement à 18,2 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2015. La diminution des frais généraux en pourcentage des ventes découle essentiellement de l'amélioration de la productivité du personnel des magasins et d'un effet d'échelle positif des ventes élevées des magasins comparables. Pour l'exercice 2016, la direction s'attend à ce que les frais généraux se situent dans une fourchette de 16,5 % à 17,0 % des ventes. Cette marge cible tient compte de l'incidence de l'effet d'échelle prévu des ventes et de l'amélioration continue de la productivité du personnel.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 2,4 M\$, passant de 8,8 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015 à 11,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2016.

Coûts de financement nets

Les coûts de financement nets ont augmenté de 1,1 M\$, passant de 4,5 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015 à 5,6 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2016, par suite de la hausse des emprunts au titre de la dette à long terme.

Charge d'impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 4,7 M\$ en raison d'une hausse du résultat net, passant de 19,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015 à 24,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2016. La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prescrit par la loi était de 26,7 % pour les premiers trimestres de l'exercice 2016 et de l'exercice 2015. Les taux d'imposition effectifs de la Société pour les premiers trimestres des exercices 2016 et 2015 étaient respectivement de 27,4 % et 27,0 %.

Résultat net

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, le résultat net a augmenté pour atteindre 64,8 M\$, soit 0,50 \$ par action ordinaire après dilution, contre 53,2 M\$, soit 0,39 \$ par action ordinaire après dilution (après retraitement rétrospectif pour tenir compte du fractionnement des actions), pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Cet accroissement du résultat net est essentiellement attribuable à l'augmentation de 13,0 % des ventes, à l'amélioration de la marge brute et à la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2016		Exercice 2015				Exercice 2014	
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Données sur le résultat	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	566 070	669 093	587 968	572 603	501 141	582 285	522 949	511 322
Coût des produits vendus	362 280	409 767	371 807	366 037	323 646	358 896	328 714	324 036
Profit brut	203 790	259 326	216 161	206 566	177 495	223 389	194 235	187 286
Frais généraux	97 871	108 057	101 342	97 984	91 295	92 706	94 459	91 611
Dotation aux amortissements	11 151	10 397	9 781	9 346	8 785	13 108	12 271	11 290
Résultat d'exploitation	94 768	140 872	105 038	99 236	77 415	117 575	87 505	84 385
Coûts de financement nets	5 562	5 129	5 249	5 093	4 485	3 989	3 074	2 297
Résultat avant impôt	89 206	135 743	99 789	94 143	72 930	113 586	84 431	82 088
Charge d'impôt sur le résultat	24 426	35 473	26 769	25 247	19 706	30 601	22 736	22 319
Résultat net	64 780	100 270	73 020	68 896	53 224	82 985	61 695	59 769
Résultat net par action ordinaire¹⁾								
De base	0,50 \$	0,77 \$	0,55 \$	0,52 \$	0,39 \$	0,59 \$	0,43 \$	0,41 \$
Dilué	0,50 \$	0,76 \$	0,55 \$	0,51 \$	0,39 \$	0,59 \$	0,43 \$	0,41 \$

1) Les montants par action pour l'exercice 2014 et pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2015 tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement des actions. Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 3 mai 2015 pour plus d'informations à ce sujet.

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisées en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturbent nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes importantes pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage de nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie

(en milliers de dollars)

	Périodes de 13 semaines closes les		Variation
	3 mai 2015	4 mai 2014	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	512	18 357	(17 845)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(19 862)	(19 187)	(675)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	43 157	(33 250)	76 407
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net	23 807	(34 080)	57 887

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 0,5 M\$, comparativement à 18,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Cette diminution est attribuable à une plus grande utilisation du fonds de roulement pour l'achat de stocks et aux écarts temporels du paiement des charges d'exploitation normales et des impôts.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 19,9 M\$, comparativement à 19,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 43,2 M\$, comparativement à une affectation de 33,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015, alors que la Société avait augmenté sa dette à long terme pour financer le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Dépenses d'investissement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les dépenses d'investissement ont totalisé 20,0 M\$, comparativement à 19,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les dépenses d'investissement ont augmenté essentiellement en raison de l'échéancier des projets d'investissement, facteur contrebalancé en partie par l'ouverture d'un nombre net de nouveaux magasins moins élevé.

Sources de financement

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 3 mai 2015, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie totalisant 64,0 M\$, ainsi que d'un montant disponible de 244,4 M\$ aux termes de la facilité de crédit. Ces fonds disponibles procurent une plus grande souplesse de financement pour combler des besoins imprévus en matière de liquidités, s'il en est.

Notre capacité à payer le capital et les intérêts sur notre dette ou à la refinancer, ou encore à générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement prévues, dépendra de notre performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de notre volonté.

Compte tenu de la vigueur actuelle de notre résultat, nous croyons que les flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation ainsi que les emprunts disponibles aux termes de la facilité de crédit nous permettront de combler nos besoins en liquidités futurs. Nos hypothèses concernant ces besoins pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources décrites aux présentes nous donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour nous permettre d'assurer le service de notre dette et de pourvoir au règlement de toute charge imprévue.

Facilité de crédit

Le 25 octobre 2013, la Société a conclu une deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « convention de crédit SAR ») relative à sa facilité de crédit renouvelable d'un montant global initial de 350,0 M\$ (la « facilité de crédit ») afin, notamment, de libérer toutes les sûretés consenties dans le cadre de la facilité de crédit, d'inclure une option permettant de demander des prorogations annuelles et d'en repousser la date d'échéance d'un an pour la porter au 14 décembre 2018. La Société peut emprunter en dollars canadiens ou en dollars américains.

Le 16 mai 2014, la Société a annulé une tranche de 100,0 M\$ du montant global de 350,0 M\$ disponible aux termes de la facilité de crédit, laquelle tranche n'était pas prélevée par la Société à cette date, afin de réduire la commission d'attente à payer sur la tranche inutilisée.

Le 3 novembre 2014, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification de la convention de crédit SAR, prolongeant d'un an la durée de la convention de crédit SAR, qui vient maintenant à échéance le 13 décembre 2019.

Aux termes de la convention de crédit SAR, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit, incluant les engagements existants, à 700,0 M\$.

La marge applicable, allant de 0 % à 2,50 % par année, est calculée d'après la notation attribuée à la Société par une agence de notation pour ses titres non garantis de premier rang. Si au moins deux agences de notation attribuent une notation à la Société, alors la marge doit être établie d'après la notation la plus élevée; toutefois, s'il existe un écart de deux niveaux ou plus entre ces notations, il faut appliquer la notation du niveau immédiatement supérieur à la notation la plus faible. Le fait que la Société n'ait pas de notation n'entraînera pas de cas de défaut, mais la marge la plus élevée s'appliquera jusqu'à ce qu'une notation soit obtenue.

La convention de crédit SAR oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement ajusté en fonction des contrats de location.

La facilité de crédit est garantie par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La convention de crédit SAR est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature des activités et effectuer certaines opérations avec des entreprises associées. La convention de crédit SAR limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 3 mai 2015, l'encours aux termes de la facilité de crédit s'élevait à 5,0 M\$ (15,0 M\$ au 1^{er} février 2015) et les lettres de crédit émises pour l'achat de stocks s'élevaient à 0,6 M\$ (0,5 M\$ au 1^{er} février 2015). Au 3 mai 2015, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

Billets non garantis de premier rang

Le 5 novembre 2013, la Société a émis les billets à taux fixe, d'un montant en capital total de 400,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé au Canada, en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit net de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit et d'autres dettes bancaires en cours à ce moment-là, ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. DBRS Limited (« DBRS ») a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe. Les billets à taux fixe portent intérêt au taux annuel de 3,095 % payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 5 mai et le 5 novembre de chaque année jusqu'à l'échéance, le 5 novembre 2018. Au 3 mai 2015, la valeur comptable des billets à taux fixe s'établissait à 404,3 M\$.

Le 16 mai 2014, la Société a émis les billets à taux variable d'origine d'un montant en capital total de 150,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé au Canada, en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit net de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. DBRS a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux variable d'origine. Les billets à taux variable d'origine portent intérêt à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points de base (ou 0,54 %), établi trimestriellement le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année. L'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, le 16^e jour de mai, août, novembre et février de

chaque année, jusqu'à l'échéance, le 16 mai 2017. Au 3 mai 2015, la valeur comptable des billets à taux variable d'origine s'établissait à 150,2 M\$.

Le 8 avril 2015, la Société a émis les billets à taux variable supplémentaires, d'un montant en capital total de 125,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé au Canada, en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux variable supplémentaires s'ajoutent aux billets à taux variable d'origine, d'un montant en capital total de 150,0 M\$. Les billets à taux variable supplémentaires ont été émis à un escompte de 0,336 % par rapport à leur montant en capital total, pour un produit brut total de 124,6 M\$. La Société a affecté le produit de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise. En date de l'émission, l'écart de crédit réel des billets à taux variable supplémentaires par rapport au taux des acceptations bancaires de trois mois (taux CDOR) était de 70 points de base (ou 0,70 %). Une fois émis, les billets à taux variable supplémentaires portent intérêt au même taux que les billets à taux variable d'origine, soit le taux des acceptations bancaires de trois mois (taux CDOR) applicable majoré de 54 points de base (ou 0,54 %), devant être établi trimestriellement le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année. L'intérêt sur les billets à taux variable supplémentaires est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année, jusqu'à l'échéance de ces billets, le 16 mai 2017, en même temps que l'intérêt sur les billets à taux variable d'origine. Toutes les autres modalités applicables aux billets à taux variable d'origine s'appliquent aux billets à taux variable supplémentaires. Les billets à taux variable supplémentaires sont réputés faire partie de la même série que les billets à taux variable d'origine (collectivement, les « billets à taux variable ») et ont reçu la même notation de BBB avec tendance stable de la part de DBRS. Au 3 mai 2015, la valeur comptable des billets à taux variable supplémentaires s'élevait à 125,0 M\$.

Les billets à taux fixe et les billets à taux variable (collectivement, les « billets non garantis de premier rang ») sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées actuelles et futures de la Société.

Les billets non garantis de premier rang sont cautionnés solidairement, sur une base non garantie de premier rang, en ce qui a trait au paiement du capital, des intérêts et des primes, le cas échéant, et de certains autres montants précisés dans l'acte de fiducie qui régit les billets, par certaines filiales de la Société représentant un BAIIA combiné, collectivement avec le BAIIA de la Société (sur une base non consolidée), d'au moins 80 % du BAIIA consolidé. En date des présentes, Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc. sont les seules cautions. Tant que des billets non garantis de premier rang seront en cours et que la facilité de crédit sera en vigueur, l'ensemble des filiales de la Société qui cautionnent à l'occasion des emprunts aux termes de la facilité de crédit cautionneront les billets non garantis de premier rang.

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 3 mai 2015. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme la charge d'impôt découlant d'exigences réglementaires des gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 2 à 5 ans \$	Total \$
Dettes d'exploitation et charges à payer	111 994	-	-	111 994
Dividendes à verser	11 649	-	-	11 649
Obligations au titre du contrat de location-financement	256	1 022	-	1 278
Intérêts présumés sur la facilité de crédit et les billets à taux variable ¹⁾	1 393	4 179	5 816	11 388
Facilité de crédit	-	-	5 000	5 000
Remboursement de capital sur les billets à taux variable	-	-	275 000	275 000
Versements d'intérêts sur les billets à taux fixe	6 190	6 190	37 140	49 520
Remboursement de capital sur les billets à taux fixe	-	-	400 000	400 000
	<u>131 481</u>	<u>11 391</u>	<u>722 956</u>	<u>865 829</u>

¹⁾ D'après les taux d'intérêt en vigueur le 3 mai 2015.

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés et les engagements de la Société au 3 mai 2015.

(en milliers de dollars)

	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 2 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Obligations au titre de contrats de location simple ²⁾	35 285	105 855	468 856	327 345	937 341
Lettres de crédit	577	-	-	-	577
	<u>35 862</u>	<u>105 855</u>	<u>468 856</u>	<u>327 345</u>	<u>937 918</u>

²⁾ Représente les loyers annuels de base, compte non tenu des loyers conditionnels, des frais d'entretien des aires communes, des impôts fonciers et d'autres charges payées aux propriétaires, éléments qui, ensemble, équivalent à approximativement 40 % du total de nos charges locatives.

Outre nos obligations au titre de contrats de location simple et les lettres de crédit susmentionnées, nous ne sommes assujettis à aucun arrangement non comptabilisé.

Instruments financiers

La Société se sert d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, le recours à des couvertures pourrait causer des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui l'incitent à conclure ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont constatés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Au premier trimestre de l'exercice 2016, la nature des risques découlant des contrats de change à terme et la gestion de ces risques n'ont connu aucun changement significatif.

Pour une description complète des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2016 et à la note 14 des états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice 2015.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

À l'heure actuelle, nous louons 19 magasins, cinq entrepôts, un centre de distribution et notre siège social auprès d'entités contrôlées par Larry Rossy, président du conseil d'administration et chef de la direction de la Société, ou par certains membres de sa famille immédiate, aux termes de baux à long terme. Les charges locatives associées à ces baux conclus avec des parties liées ont été évaluées au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché, et elles représentent un montant total d'environ 5,6 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2016, comparativement à 5,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015.

Estimations comptables et jugements critiques

Pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires résumés, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et jugements importants posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude relative aux estimations dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés

pour le premier trimestre de l'exercice 2016 sont les mêmes que dans les états financiers consolidés de l'exercice 2015. Pour plus d'informations, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice 2015.

Principales normes et interprétations

La Société n'a pas adopté de normes comptables ou d'interprétations importantes au cours du premier trimestre de l'exercice 2016. Se reporter à la rubrique correspondante de notre rapport de gestion annuel le plus récent, disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Les normes et modifications des normes existantes suivantes ont été publiées par l'IASB en mai 2014 et en juillet 2014. La Société évalue si elle doit ou non adopter ces normes par anticipation et elle ne prévoit pas que l'adoption entraînera des changements importants.

- En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. L'IASB a décidé de proposer le report de la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15, actuellement fixée au 1^{er} janvier 2017, de manière que la norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 avec possibilité d'application anticipée.
- En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* relative au classement et à l'évaluation, à la dépréciation et à la comptabilité de couverture. Cette norme remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est permise.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2015 (disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com), et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés à nos activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 2 février 2015 et se terminant le 3 mai 2015 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividende

Dividende trimestriel en trésorerie

Le 10 juin 2015, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende trimestriel en trésorerie de 0,09 \$ par action ordinaire à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de la Société. Le dividende trimestriel en trésorerie de la Société sera versé le 5 août 2015 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 juillet 2015. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Offre de rachat de 2014-2015

Le nombre total d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société de 2014-2015 (l'« offre de rachat de 2014-2015 ») au cours du premier trimestre clos le 3 mai 2015 s'est élevé à 537 222, à un prix moyen pondéré de 66,10 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 35,5 M\$. Au total, le capital-actions de la Société a été réduit de 1,9 M\$ et le reliquat de 33,6 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués.

Le nombre total d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2014-2015 depuis son lancement en juin 2014 jusqu'au 3 mai 2015 s'élève à 3 921 354, à un prix moyen pondéré de 54,08 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 212,1 M\$.

Offre de rachat de 2015-2016

Le 10 juin 2015, la Société a annoncé que le conseil d'administration avait approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et que la Société avait reçu l'autorisation de la TSX de racheter aux fins d'annulation au plus 4 500 765 actions ordinaires, soit 3,5 % des 128 593 309 actions ordinaires émises et en circulation à la clôture des marchés le 9 juin 2015 (l'« offre de rachat de 2015-2016 »). Les rachats pourront commencer le 17 juin 2015 et se termineront au plus tard le 16 juin 2016.

La Société a également annoncé la conclusion d'une convention visant un programme de rachat automatique avec un courtier permettant le rachat de ses actions ordinaires aux termes de l'offre de rachat de 2015-2016 lorsqu'elle ne serait normalement pas active sur les marchés en raison de périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. En dehors des périodes d'interdiction d'opérations préalablement établies, la direction rachètera les actions ordinaires à son gré, en conformité avec les règles de la TSX et les lois sur les valeurs mobilières applicables. Le conseil d'administration estime que le rachat par la Société de ses actions ordinaires constitue une utilisation adéquate et souhaitable de sa trésorerie disponible afin d'accroître la valeur pour les actionnaires.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et, au 9 juin 2015, 128 593 309 actions ordinaires étaient émises et en circulation. En outre, il y avait 2 547 800 options émises et en cours au 9 juin 2015, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 131 141 109 actions ordinaires émises et en circulation sur une base diluée au 9 juin 2015.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».